



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**ARRÊTÉ**

**Propositions de prescriptions complémentaires  
de modification des conditions d'exploiter  
N°DCL-BRENV-2024-334-3**

**SA G. BOUHET  
3, rue de la Brosse Virot  
Zone Industrielle Les Mûriers  
71160 DIGOIN**

**Carrière de Chalmoux  
Lieux-dits « Les Bruyères Fougants » et « Le Bois Fougant »  
71140 CHALMOUX**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 autorisant la SA G. BOUHET à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Chalmoux ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploiter de la carrière du 19 avril 2024, avec tous les éléments d'appréciation, de la SA G. BOUHET en vue d'abandonner une partie des surfaces exploitables autorisées non exploitées, de baisser les capacités de production moyenne et maximale autorisées, de modifier les plans de phasage d'extraction et le plan de remise en état final ;

Vu le rapport du 01<sup>er</sup> octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 16 octobre 2024 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021 susvisé ;

Considérant que la demande de modification des conditions d'exploiter de la carrière par la société G. BOUHET porte sur les surfaces exploitables autorisées, les niveaux de production autorisés, le phasage d'exploitation, les garanties financières et le plan de remise en état final de la carrière ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de mettre à jour certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021 compte tenu de toutes les modifications demandées ;

Considérant que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – Identification**

L'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 autorisant la SA G. BOUHET, dont le siège social est situé 3 rue de la Brosse Virot, Zone Industrielle Les Mûriers - 71160 DIGOIN, à exploiter une carrière, sur le territoire de la commune de Chalmoux, lieux-dits « Les Bruyères Fougants » et « Le Bois Fougant », est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Régimes	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510.1	Autorisation	Surface du périmètre d'autorisation : 30ha 68a 84ca Surface exploitable : 11 ha environ Production brute maximum : 200 000 t/an* Production brute moyenne : 155 000 t/an* Volume du gisement brut* : 4 060 000 tonnes Commercialisation découverte et stériles : 4420 t/an
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2	2515.1.a	Enregistrement	Installation de traitement mobile d'une puissance de 371 kW
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	2517-1	Enregistrement	Superficie de l'aire de transit : 25 000 m <sup>2</sup>

\* A compter de la date de signature du présent arrêté

L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau d'activité des installations indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

\*volumes de matériaux extraits hors couche de découverte et terre végétale le cas échéant

### **ARTICLE 3 – Situation de l'établissement**

**Les dispositions de l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

L'emprise autorisée a une superficie totale de 30ha 68a 84ca pour une surface exploitable d'environ 11 ha. Elle concerne les parcelles listées à l'article 1.2.1 et figurant sur le plan cadastral en annexe 1 (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).

Les plans de phasage en annexe (du présent arrêté) indiquent le périmètre d'autorisation de la carrière et celui de la surface exploitable (périmètre et cotes minimales d'extraction).

Les matériaux extraits sont des siltites-gréseuses (sous forme de schistes) de couleur sombre, destinés à l'élaboration de granulats.

Le gisement commercialisable est d'environ 4 000 000 tonnes.

La production brute autorisée est en moyenne de 155 000 tonnes/an et au maximum de 200 000 tonnes/an. Une partie de la découverte et des stériles d'extraction sera commercialisée à hauteur de 4420 tonnes par an.

La cote minimale d'extraction est de 260 à 265 m NGF. La hauteur maximale d'extraction du gisement est de 30 mètres (en trois gradins).

#### **ARTICLE 4 – Montant des garanties financières**

**Les dispositions de l'article 1.8 .2 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en cinq phases de 5 ans puis une dernière de 3 ans.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

<b>Périodes</b>	<b>Montant des garanties financières en € TTC</b>
De 1 à 5 ans	472 226
De 6 à 10 ans	590 152
De 11 à 15 ans	493548
De 16 à 20 ans	360 833
De 21 à 25 ans	298 455
De 26 à 28 ans	190 153

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en octobre 2023 soit 130,7.

#### **ARTICLE 5 – Méthode d'exploitation**

**Les dispositions de l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

L'exploitation respecte les règles d'éloignement prescrites au chapitre 1.7 du présent arrêté.

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.

L'extraction des matériaux (hors découverte) est réalisée à l'aide de tirs d'explosifs, par gradins sur une épaisseur de 30 m maximum. La hauteur maximale des fronts est de 10 mètres.

La cote minimale d'extraction est de 260 à 265 m NGF selon les plans de phasage en annexe du présent arrêté.

**Les plans de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les plans en annexe 1 du présent arrêté**

## **ARTICLE 6 – Phasage**

**Les dispositions de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et ses modificatifs et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m <sup>2</sup> )	Volume/Tonnage commercialisable
1	2021	76 204	339 687 m <sup>3</sup> / 761 410 t
2	2026	42 989	280 550 m <sup>3</sup> / 729 430 t
3	2031	30 804	280 550 m <sup>3</sup> / 729 430 t
4	2036	35 947	280 550 m <sup>3</sup> / 729 430 t
5	2041	19 339	280 550 m <sup>3</sup> / 729 430 t
6	2046	11 430	212 795 m <sup>3</sup> / 553 265 t

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (à l'extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

## **ARTICLE 7 – Modalités de remise en état**

**Les dispositions de l'article 2.6.2.2 de l'arrêté préfectoral de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

La remise en état du site est à vocation agricole et écologique. Un plan de l'état final attendu est en annexe au présent arrêté.

Elle comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- le remblaiement des fronts de taille nord,
- le reboisement partiel du remblaiement des fronts de taille nord (5,3 ha en partie ouest de la carrière),
- la création d'une mare au point le plus bas du carreau d'exploitation par conversion du bassin de récupération des eaux de ruissellement,
- la création d'une zone d'accumulation d'eau dans une dépression au sud-est,
- le maintien de 1400 m de linéaire de front abrupt pour le hibou Grand-Duc et autres espèces rupestres,
- le talutage dans la masse des fronts de taille résiduels,
- l'ensemencement d'une partie des remblais adossés aux fronts de taille nord-est, ouest et nord-ouest,
- la conversion des carreaux d'exploitation résiduels en prairie par apport de terre végétale et ensemencement,
- le maintien des haies en limite d'emprise,
- la reconstitution de linéaires de haies sur les surfaces exploitées,
- l'ensemencement et les plantations devront respecter le Label Végétal Local ou assimilés,
- un écologue sera mandaté pour préparer et suivre le réaménagement pour que les habitats créés soient favorables aux espèces impactées.

**Les plans de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les plans en annexe 2 du présent arrêté**

### **ARTICLE 8 – Géométrie et phasage du remblaiement par les apports extérieurs**

**Les dispositions de l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

L'activité de remblaiement est synchronisée à l'activité d'exploitation de la carrière et réalisée avec ses propres moyens.

Le remblaiement d'une partie des surfaces extraite est réalisé selon la géométrie et le phasage définis sur les plans en annexe du présent arrêté.

**Les plans des annexes 5 et 6 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-181-1 du 30 juin 2021 sont remplacées par les plans en annexes 3 et 4 du présent arrêté**

### **ARTICLE 9 - Publicité et notification**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de La Salle dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société G.BOUHET domiciliée 3 rue de la Brosse Virot – ZI les Muriers – 71160 DIGOIN.

### **ARTICLE 10 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de Chalmoux, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le **29 NOV. 2024**  
Le Préfet



### **Délai et voie de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

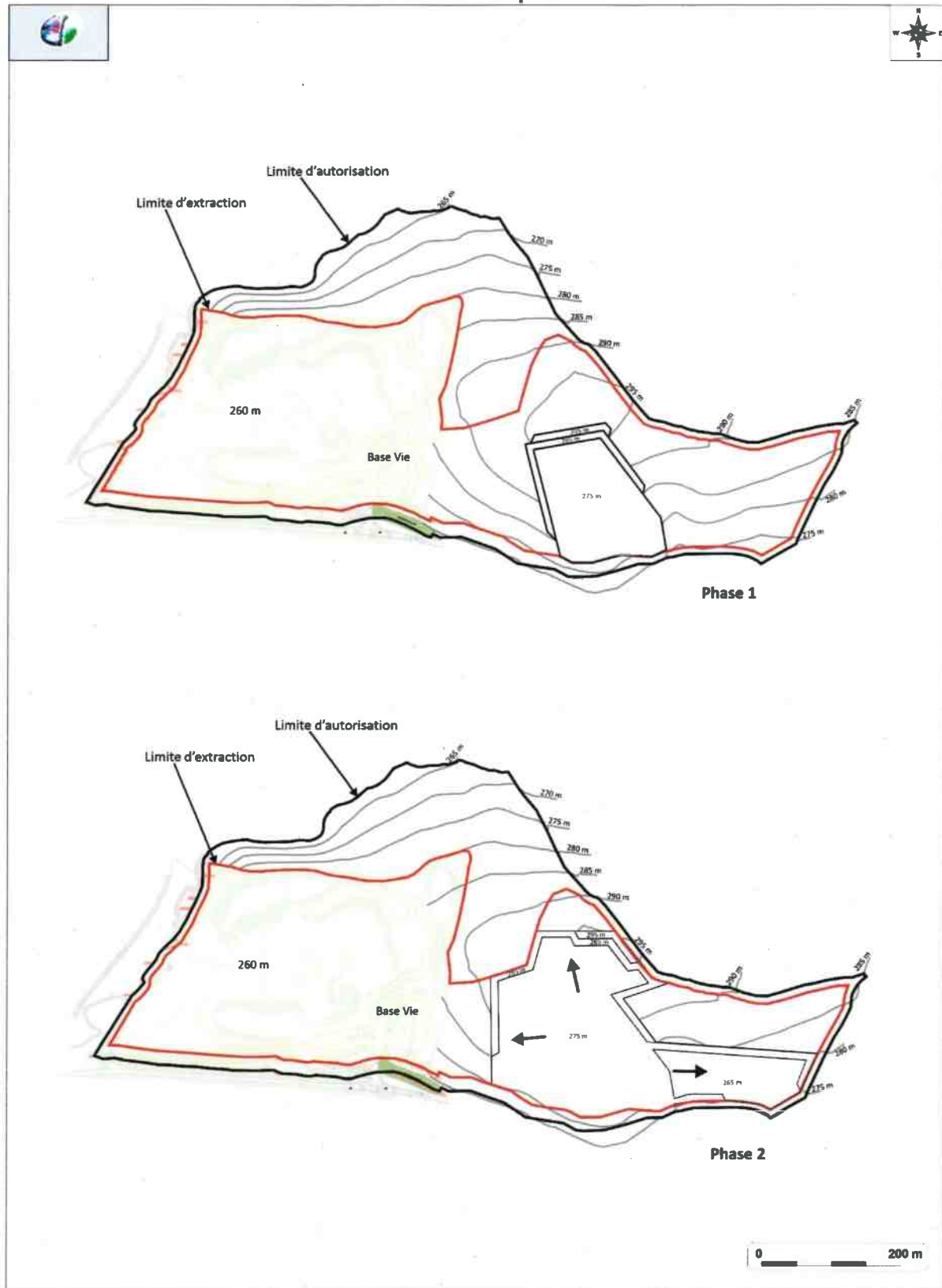
#### OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).





## Annexe 1 : Phases d'exploitation 1 à 2

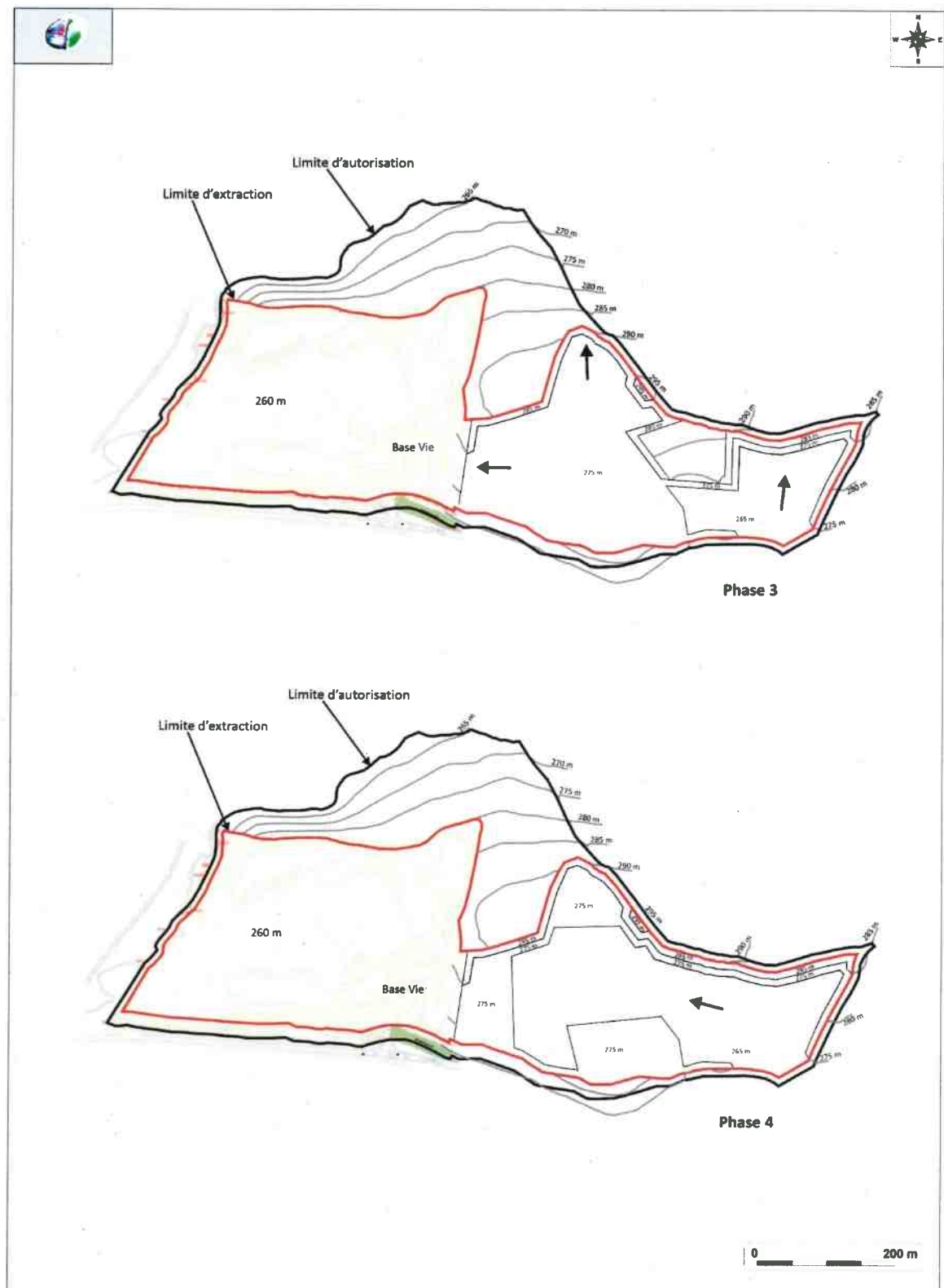


Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon le 29 NOV. 2024

  
M. SÉCHIN

NOTED BY THE DIRECTOR  
JULY 1964

## ANNEXE 1 – Phases d'exploitation 3 et 4

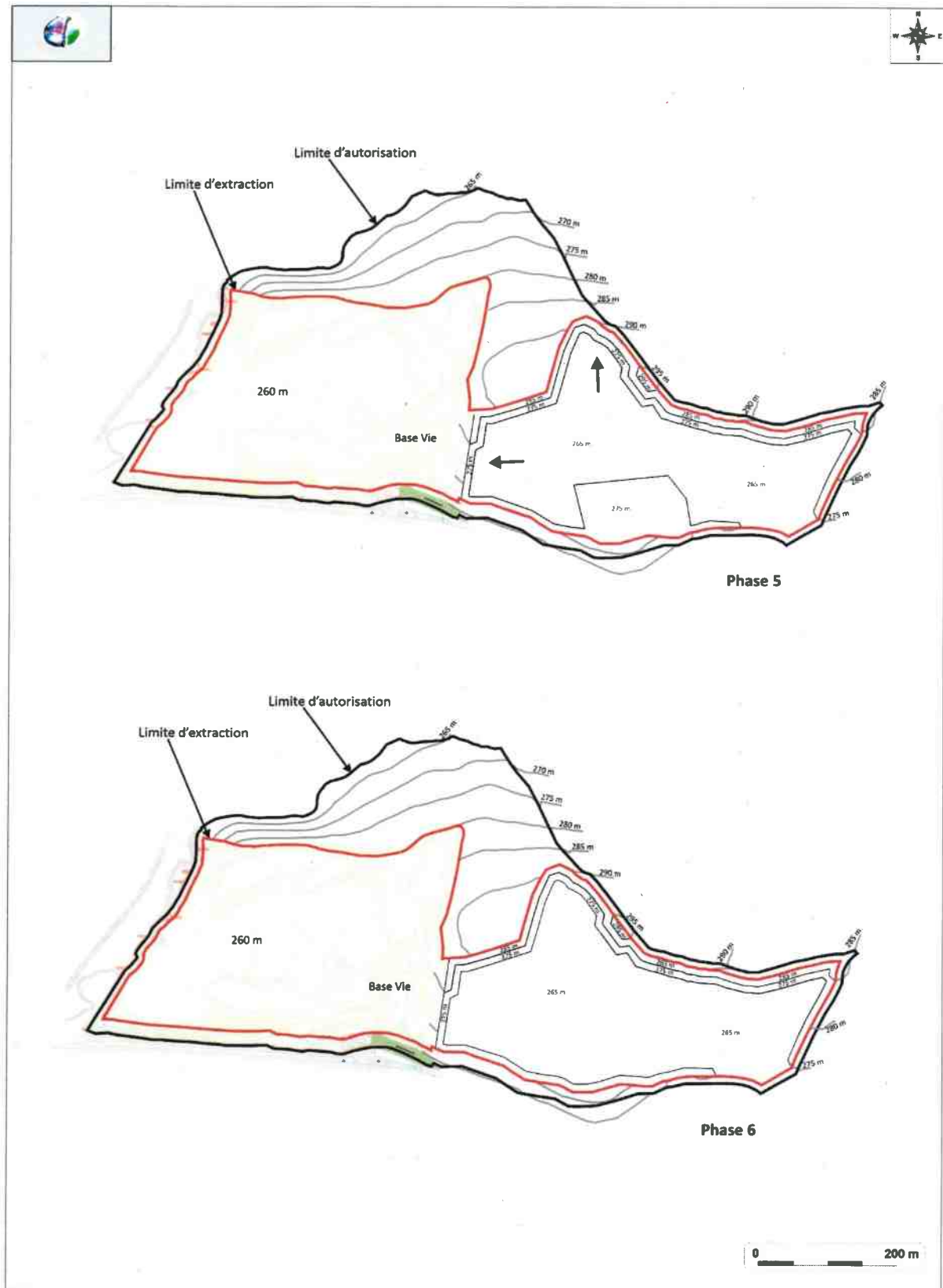


Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 29 NOV. 2024

  
Yves SÉGUY



## Annexe 1 – Phases d'exploitation 5 et 6



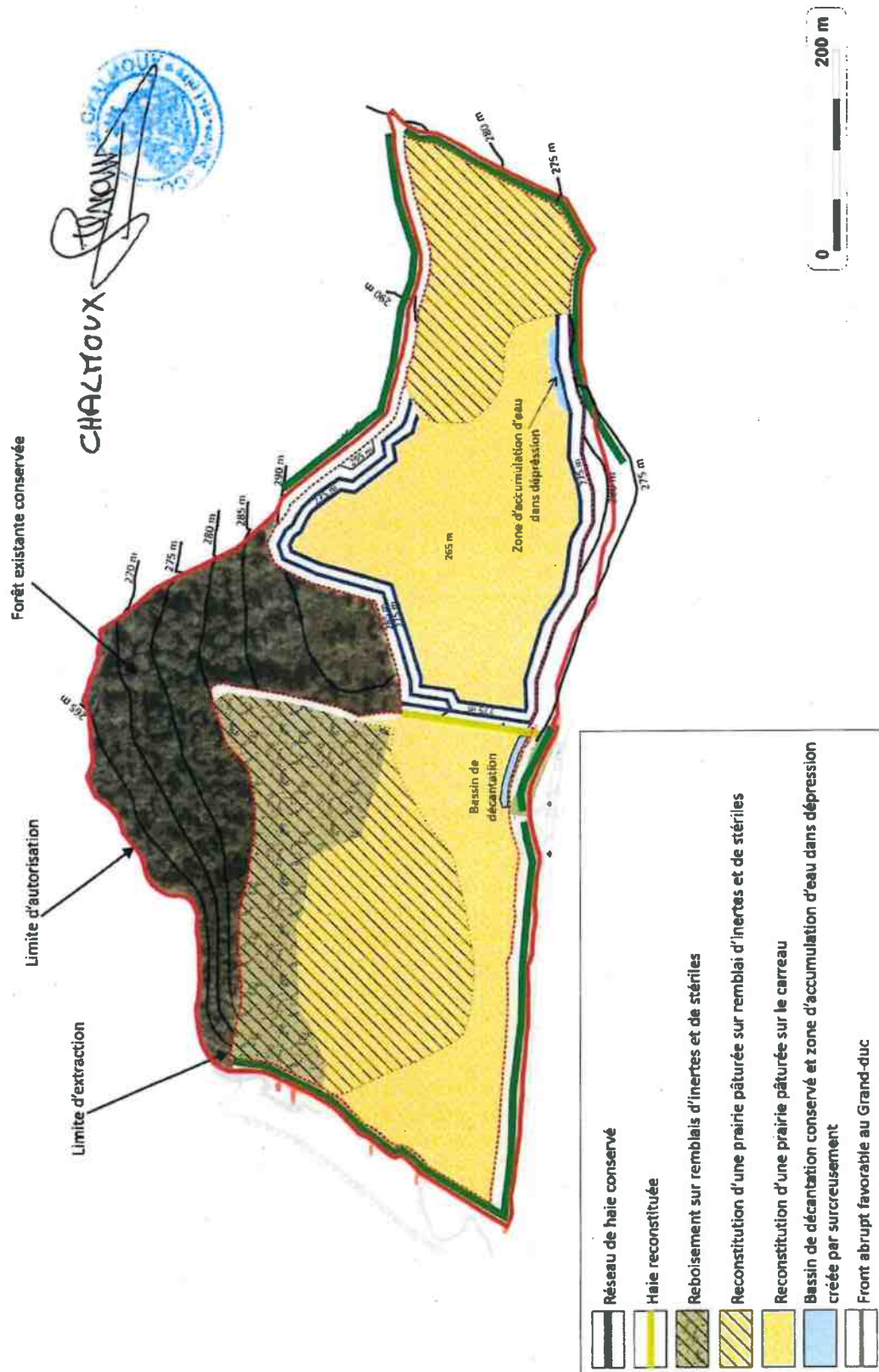
Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour

Mâcon. le 29 NOV. 2024

YANN SEGUY



## Annexe 2 -Plan de remise en état final

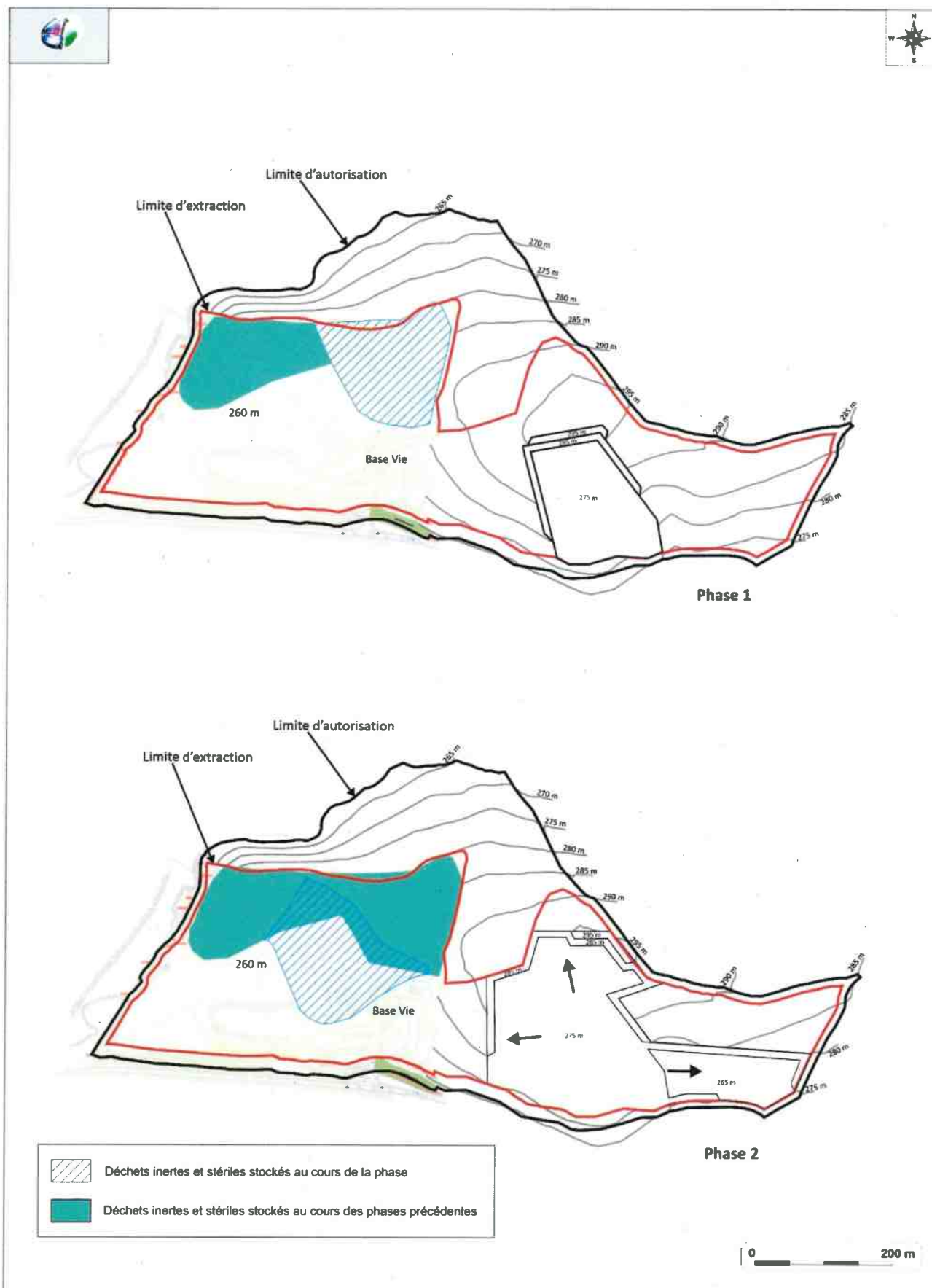


Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Macon, le 29 NOV. 2024

Vincent SÉGUÉY





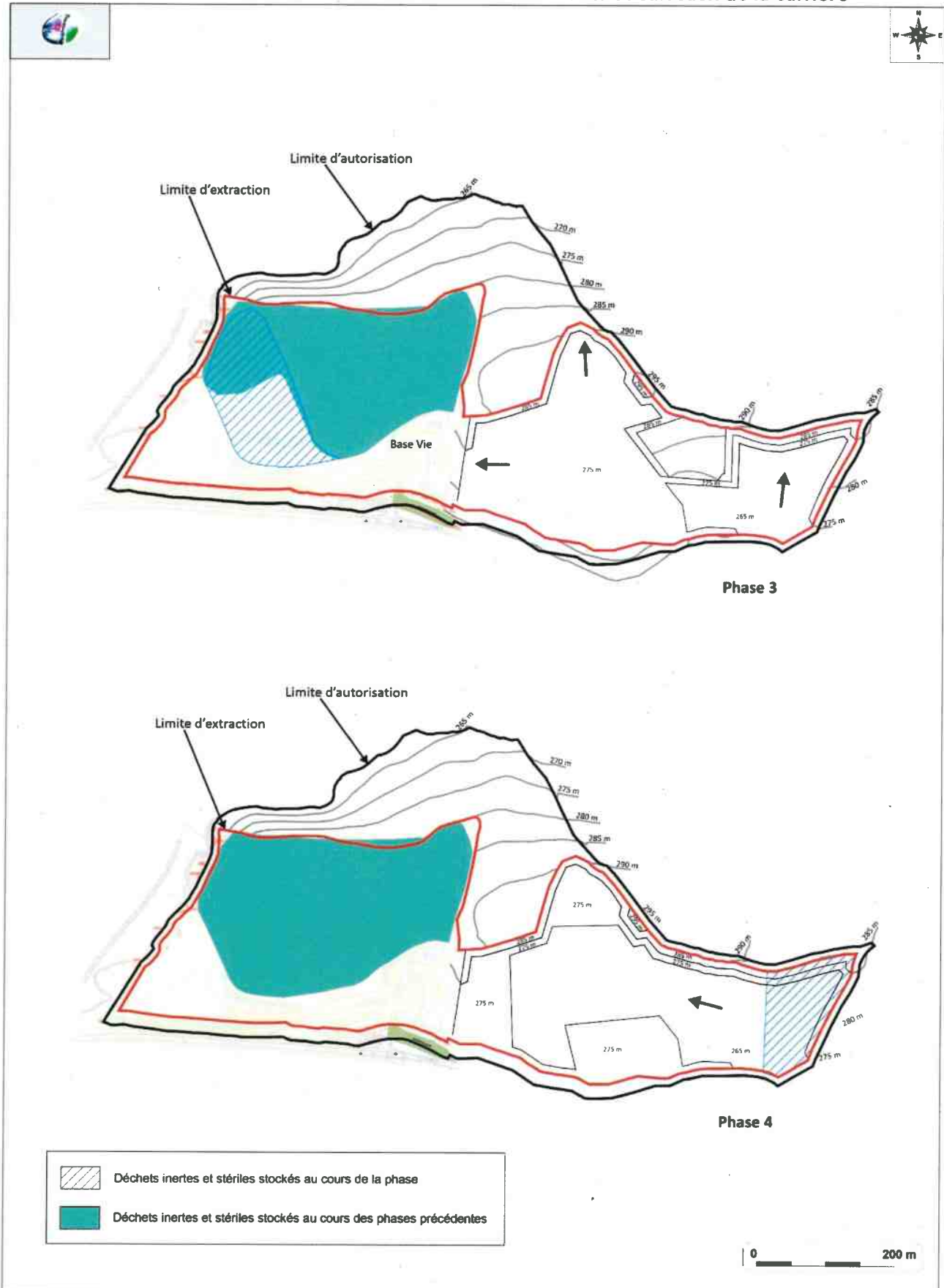


Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 29 NOV. 2024

Yves SÉGUI



## Annexe 3 – Phases 3 et 4 de remblaiement des fronts et carreaux de la carrière

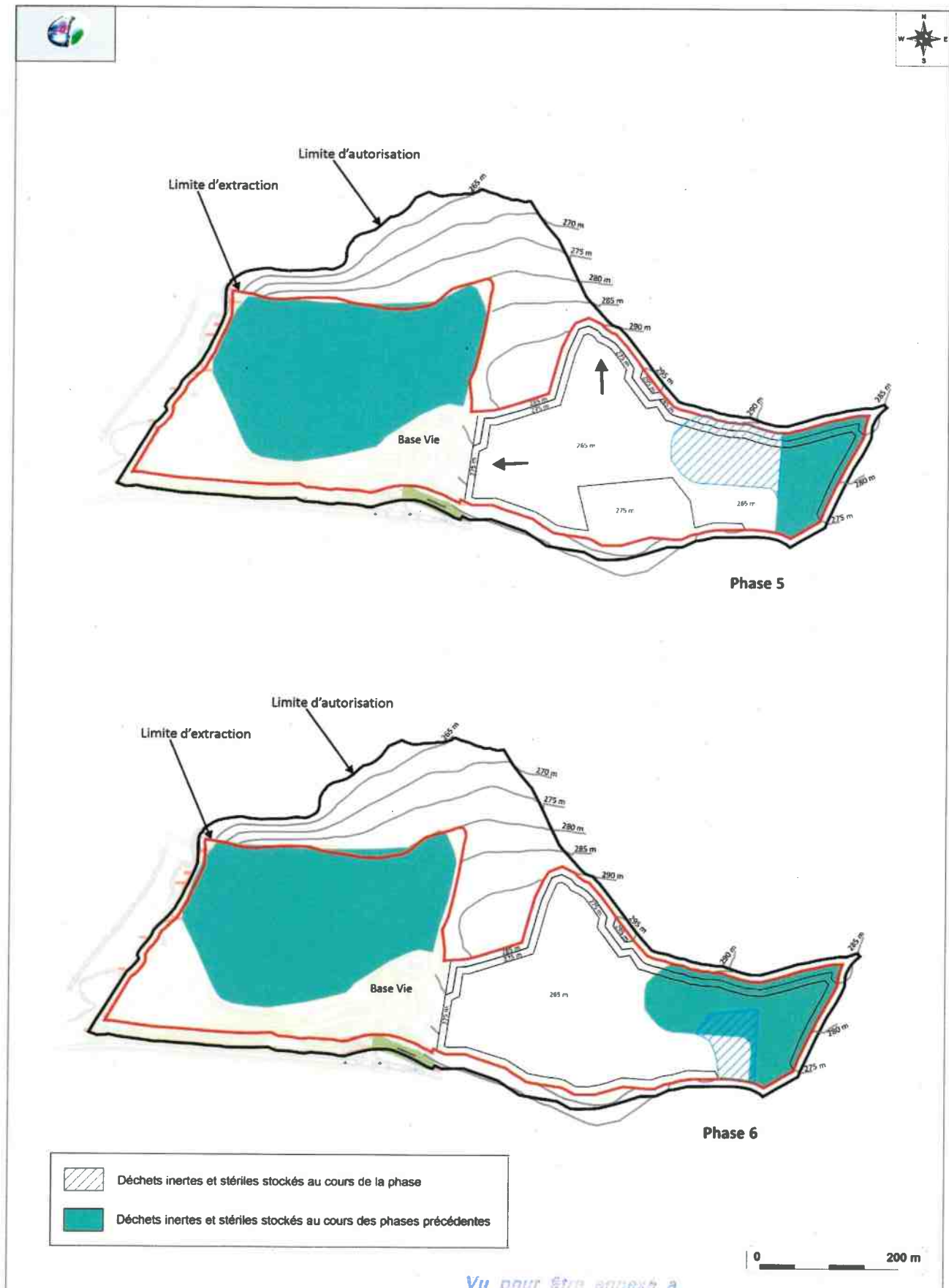


Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Macon, le 29 NOV. 2024

*[Signature]*



## Annexe 3 – Phases 5 et 6 de remblaiement des fronts et carreaux de la carrière

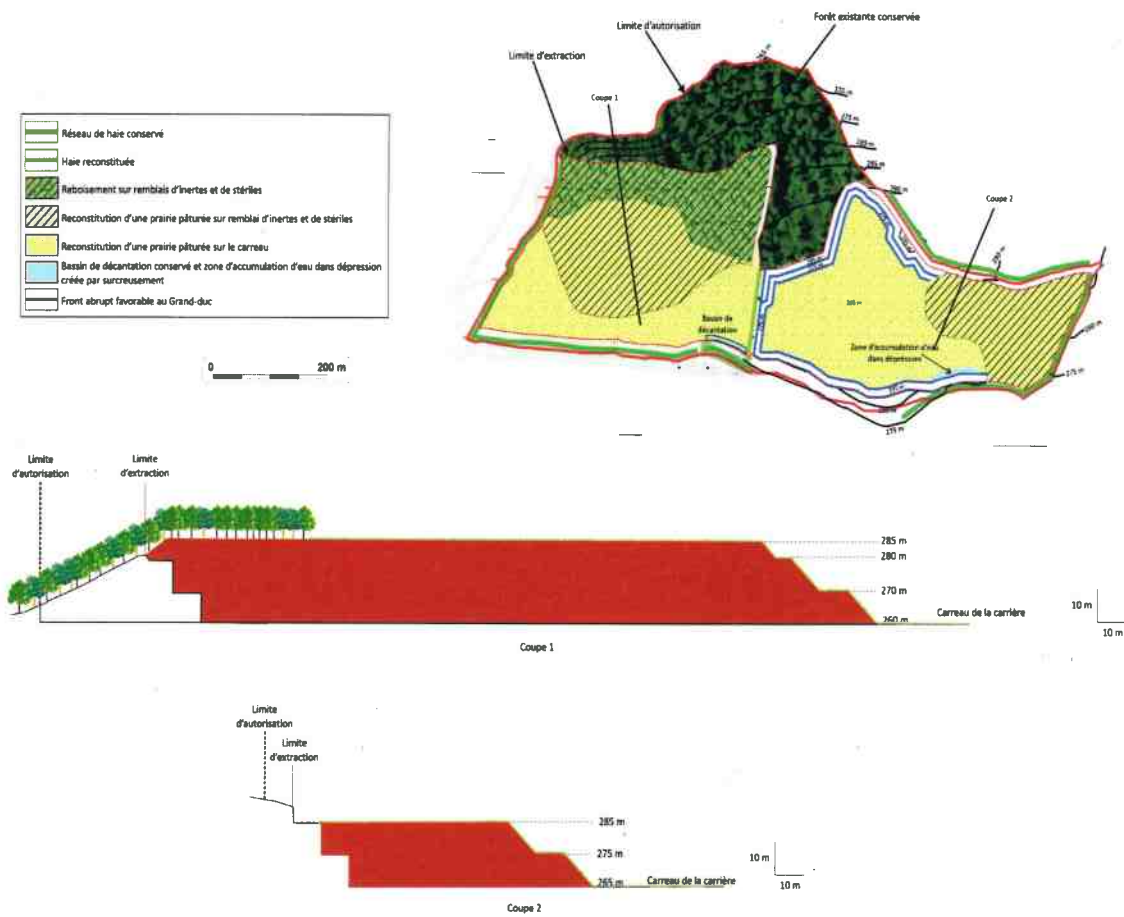


Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 29 NOV. 2024



## Annexe 4

### Géométrie du remblaiement des fronts nord et carreaux de la carrière



Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 29 NOV. 2024

*Jean SÉOUR*

WILSON, J. H. 1904. The  
History of the State of  
Alabama.

1904.